

Virus Bundibugyo : Une menace sanitaire sérieuse nécessitant une réponse internationale coordonnée

Compte Test - 2026-05-20 17:25:27 - Vu sur pharmacie.ma

Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré, conformément au Règlement sanitaire international (2005), que l'épidémie de maladie à virus Bundibugyo constitue une urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en Ouganda et en République démocratique du Congo, tout en précisant qu'elle ne répond pas aux critères d'une urgence pandémique. Cette décision repose sur une évaluation scientifique approfondie des risques sanitaires, du potentiel de propagation internationale et des impacts sur les échanges et les déplacements. L'OMS salue la transparence et l'engagement des autorités des deux pays concernés dans la gestion de la crise. Leur collaboration a permis une évaluation rapide des risques et une meilleure préparation de la communauté internationale. La décision s'appuie sur des données épidémiologiques fournies par les deux États, ainsi que sur les preuves scientifiques disponibles concernant la dynamique de l'épidémie. L'événement est jugé «extraordinaire» en raison de plusieurs éléments. Au 16 mai 2026, huit cas confirmés en laboratoire, 246 cas suspects et environ 80 décès suspects ont été signalés dans la province de l'Ituri, en RDC, répartis dans plusieurs zones sanitaires dont Bunia, Rwampara et Mongbwalu. Par ailleurs, deux cas confirmés, dont un décès, ont été détectés à Kampala en Ouganda chez des personnes en provenance de la RDC, suggérant une transmission transfrontalière. Un autre cas suspect initialement signalé à Kinshasa a été testé négatif et exclu. Des groupes inhabituels de décès communautaires, associés à des symptômes compatibles avec la Maladie à virus Bundibugyo, ont été observés dans plusieurs zones, ainsi que plusieurs décès de professionnels de santé, ce qui soulève des inquiétudes importantes sur la transmission nosocomiale et les failles dans les mesures de prévention des infections. Le taux élevé de positivité des tests initiaux et la multiplication des cas suspects suggèrent que l'épidémie est probablement sous-estimée et plus étendue que ce qui est actuellement rapporté. Le contexte sécuritaire et humanitaire en Ituri et dans l'est de la RDC aggrave la situation : mobilité élevée des populations, insécurité persistante, densité de structures de soins informelles et similitudes avec des flambées précédentes d'Ebola dans la région. L'absence de traitement ou de vaccin homologué spécifique contre la souche Bundibugyo renforce également la gravité de l'événement. L'OMS estime également qu'il existe un risque élevé de propagation internationale. Les cas détectés à Kampala constituent une preuve directe de diffusion transfrontalière. Les échanges fréquents entre la RDC et les pays voisins, notamment pour des raisons commerciales et familiales, augmentent fortement ce risque. L'incertitude sur l'ampleur réelle de la transmission renforce encore cette inquiétude. Face à cette situation, l'OMS souligne la nécessité d'une coordination internationale renforcée. Un Comité d'urgence doit être convoqué afin de formuler des recommandations temporaires aux États membres. L'objectif est de mieux comprendre l'ampleur de la flambée, de renforcer la surveillance, d'améliorer la prévention et d'assurer une réponse coordonnée. Les recommandations pour les pays touchés comportent la mise en place de centres d'opérations d'urgence nationaux, le renforcement de la surveillance épidémiologique, la recherche des cas contacts, les capacités de diagnostic et la lutte contre les infections dans les établissements de santé. Une attention particulière est accordée à la protection du personnel soignant, à la formation, ainsi qu'à la disponibilité des équipements de protection. La communication avec les communautés est jugée essentielle : les autorités doivent mobiliser les leaders locaux, religieux et traditionnels pour améliorer la détection des cas et lutter contre les rumeurs et pratiques à risque. La participation communautaire est présentée comme un élément central de la riposte. L'OMS recommande également le renforcement des capacités de laboratoire, la création de centres de traitement spécialisés et la mise en place de systèmes de surveillance communautaire. Des essais cliniques pour des traitements et vaccins expérimentaux sont encouragés afin d'accélérer la recherche de solutions médicales. Concernant les voyages et les frontières, des mesures de contrôle sont préconisées, notamment le suivi des cas et contacts, la restriction des déplacements des personnes infectées ou exposées, ainsi que le dépistage aux points d'entrée dans les zones à risque. Les rassemblements de masse doivent être reportés si nécessaire. L'OMS insiste sur la nécessité d'inhumations sécurisées et dignes, afin de limiter la transmission lors des funérailles. Elle recommande aussi d'assurer des chaînes d'approvisionnement en matériel médical et en équipements de protection. Pour les pays voisins, une préparation renforcée est exigée, incluant surveillance active, formation des équipes d'intervention rapide et accès à des laboratoires spécialisés. Tout nouveau cas doit être considéré comme une urgence sanitaire nécessitant une réponse immédiate. Enfin, pour les autres États membres, l'OMS déconseille la fermeture des frontières et les restrictions générales de voyage, jugées inefficaces et contre-productives. Elle recommande plutôt une information claire des voyageurs et du public, ainsi qu'une coopération avec les secteurs du transport. En conclusion, l'OMS considère que cette flambée de maladie à virus Bundibugyo constitue une menace sanitaire sérieuse nécessitant une réponse internationale coordonnée, rapide et proportionnée, tout en évitant les mesures de restriction non fondées scientifiquement.